

La Nation

JAA. CH- 1000 Lausanne 1 Poste CH SA

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Journal vaudois

NON à la Lex Netflix

Tout le monde connaît Netflix, la plus importante plateforme mondiale de *streaming*¹. Elle a «disrupté» le monde de l'audiovisuel en faisant de la série télé non seulement un produit de masse (ce qu'elle était déjà) mais de grande qualité formelle. S'appuyant sur un marketing extrêmement efficace, elle a fait de ses productions des succès mondiaux rapportant des millions. *House of cards* et *The Crown* sont parmi ses créations les plus emblématiques². L'offre de cette plateforme de *streaming* se compte en milliers de titres. Des sublimes, et très engagés, reportages animaliers de David Attenborough, à la télé-réalité la plus vulgaire, on y trouve à peu près de tout. L'ensemble est encadré par des algorithmes qui compilent les consommations passées du client, pour lui soumettre une offre convenant à ses goûts. Cela provoque un effet de silo, voire d'enfermement. C'est un grand classique des réseaux sociaux.

Malgré sa richesse, l'offre de Netflix révèle une lourde tendance politique. Le wokisme y est à la pointe, et ce n'est pas un secret conspirationniste. La lutte intersectionnelle, à la fois antiraciste, écologiste et féministe, y tient un rôle majoritaire, sinon de premier plan³.

Mais Netflix n'est pas seule sur ce féroce marché. On citera parmi d'autres *Disney+* qui offre tout l'univers de

Walt Disney, de *Star Wars* et de *Marvel*, *Apple+*, plus classique dans son offre, ou encore *Amazon Prime video*, dont on attend l'adaptation du *Seigneur des Anneaux* annoncée pour l'automne 2022. Rien qu'à égrener la liste de ces noms (Disney, Amazon, Apple, Netflix), on comprend la force de frappe financière et culturelle de ces multinationales de l'internet et de la consommation. Elles sont aujourd'hui l'un des acteurs-clefs du *soft-power* anglo-saxon en Europe.

Nos autorités fédérales voient en elles un danger.

Non pas pour nos mentalités et la civilisation européenne continentale, mais pour le cinéma suisse et son financement.

Actuellement, les chaînes de télévision indépendantes de la SSR (qui a d'autres obligations plus larges) sont tenues d'investir 4% de leur chiffre d'affaires dans la production cinématographique suisse. Cela a représenté, en 2018, la somme plutôt modeste de 6 millions de francs. Sur cet argent, 3,9 millions ont consisté en des plages publicitaires gratuites en faveur du cinéma suisse, et 2,1 millions en des investissements directs⁴. Les chaînes étrangères sont également soumises à cette obligation, sur leurs revenus publicitaires et pour autant qu'elles diffusent un programme spécifiquement

orienté sur un public suisse, romand, alémanique ou italophone. Il s'agit de mécénat forcé.

Que les plateformes de *streaming* ne soient pas soumises à cette obligation créerait une inégalité de traitement, voire une distorsion de concurrence. Un projet de modification de la loi fédérale sur le cinéma sera soumis au vote le 15 mai prochain. Il cherche à leur imposer différentes obligations. En premier lieu, 30% de leur offre devra être européenne, désignée comme telle et «facile à trouver». Ensuite, elles devront à leur tour investir 4% de leurs recettes brutes réalisées en Suisse dans le cinéma suisse indépendant. A défaut, la Confédération percevrait une taxe de remplacement. Le choix des investissements à opérer appartiendrait aux plateformes.

A ces obligations s'ajoute tout un appareil bureaucratique d'obligations d'enregistrement et de rapports annuels à destination de l'Office fédéral de la culture.

Serait-ce l'occasion, en votant OUI, de faire d'une pierre deux coups: mettre fin à une concurrence déloyale en provenance de l'étranger, tout en profitant de contraindre ces mêmes acteurs étrangers à soutenir le cinéma suisse avec leur manne titanique? Pourtant, le problème de la

concurrence déloyale n'est peut-être pas le plus déterminant. Les montants engagés, on l'a vu, sont plutôt modestes. Aussi supprimera-t-on sans trop de douleur l'obligation de subventionnement imposée aux chaînes suisses. Cela suffirait à rétablir le déséquilibre dont elles souffrent par rapport aux plateformes de *streaming*.

En revanche, nous avons plus à craindre d'un investissement étranger direct dans le cinéma suisse. Le vieux principe «qui paie commande» reste malheureusement d'actualité. Or nous ne voulons pas que de jeunes hipsters cools de la Silicon Valley posent les conditions de leur soutien à une production sur le Major Davel, soudain élevé en figure de la désobéissance civile intersectionnelle. Nous voterons NON à la Lex Netflix.

Félicien Monnier

¹ En français, on dit «films à la demande».

² Et auxquelles le soussigné a consacré plusieurs articles élogieux: «House of cards, la laideur parlementaire», *La Nation* n° 1986, du 7 février 2014, «Couronne et politique», *La Nation* n°2138, du 20 décembre 2019.

³ Planchon Ronan, «Progressisme, diversité... quelle idéologie derrière Netflix?», in *Le Figaro*, du 7 avril 2021.

⁴ *Rapport complémentaire à l'intention de la CSEC-N concernant la révision de la loi sur le cinéma*, du 22 juin 2020, p. 11.

Journalisme justicier?

La rédaction de *Tamedia* s'est indignée de ne pouvoir publier des informations sur les détenteurs – présentés comme peu recommandables – de comptes auprès de *Credit Suisse*, volées à la banque par un lanceur d'alerte avant d'être transmises à divers journaux. Car l'article 47 de la loi fédérale sur les banques punit de la prison, jusqu'à trois ans, celui qui a révélé un secret qui lui a été confié en violation du secret bancaire ou exploite ce secret à son profit ou au profit d'un tiers. Cette disposition, qui date de 2015, entraverait la liberté de la presse; contrairement à leurs confrères étrangers, qui ont publié ces données dérobées à *Credit Suisse* impunément, nos enquêteurs et journalistes seraient ainsi «muselés», alors même que leurs révélations seraient «d'intérêt public».

D'intérêt public? Voire. Les activités des banques sont très encadrées. Les dispositions légales sur le blanchiment d'argent d'origine délictueuse ou illicite, ainsi que d'autres prescriptions, les obligent à opérer de multiples vérifications et à refuser les dépôts non

conformes aux exigences. La FINMA exerce des contrôles. Les autorités de poursuite pénale peuvent être saisies. En première approche, on pourrait dire ceci: ou bien la banque a violé la loi en acceptant et en gérant des fonds proscrits, et il appartient aux autorités – non à la presse – de poursuivre et de sévir; ou bien la banque est restée dans les limites autorisées – même si certains déposants ne sont pas sympathiques – et il n'y a rien à dénoncer au nom de l'intérêt public.

Certes, il peut exister des cas-limite, ou une zone grise, où l'on s'étonnera occasionnellement de l'inaction des autorités, éventuellement mal renseignées. Mais cela ne justifie pas pour autant toute exposition d'un établissement financier et de ses clients au pilori journalistique. Car face au prétendu intérêt public commandant la transparence, n'oublions pas l'intérêt privé légitime au maintien du secret. Les affaires d'un déposant ne regardent en principe pas le public et la confidentialité des transactions privées est aussi un bien digne de la protection de l'Etat.

D'ailleurs, ce journaliste prêt à dévoiler un éventuel scandale, qui est-il pour se poser en juge? Même s'il enquête avec un souci d'objectivité, même s'il vérifie soigneusement certains faits, ses investigations n'offrent pas les garanties d'une procédure judiciaire. Il est incertain que les intéressés, même interrogés, soient pleinement entendus; pourquoi d'ailleurs répondraient-ils à des questions indiscrètes? L'administration des preuves reste rudimentaire, se heurtant par exemple à l'impossibilité de perquisitionner. Et, même pour un journaliste normalement honnête, la tentation de réussir un coup médiatique est un puissant moteur pour mener l'instruction à charge.

On voit bien la difficulté de trouver des certitudes dans le cas qui défraie la chronique. Selon *Credit Suisse*, dans leur grande majorité, les comptes en cause ont été fermés avant 2015, et 90% d'entre eux avant l'enquête des médias. Où est l'intérêt public de remonter dans le passé? Et pourquoi présumer que l'argent

déposé par le président algérien de l'époque ou le roi de Jordanie, ou encore par certains généraux ou hauts fonctionnaires étrangers, est d'origine illégale? Une personnalité qualifiée de «sulfureuse» doit-elle être mise au ban de la société alors qu'aucun acte condamnable n'a encore été établi? Est-on coupable dès qu'on est puissant et mal vu de l'opinion publique du moment?

Le Conseil national a décidé de rouvrir la réflexion sur l'article 47 de la loi sur les banques. Nous n'excluons pas qu'une analyse plus fine du problème conduise à exonérer le journaliste de la responsabilité pénale, sous de strictes conditions, dans des cas rarissimes où l'intérêt public est vraiment en jeu. Mais cela doit rester l'exception. L'utilisation du produit d'un vol, qui s'apparente au recel, doit en principe tomber sous le coup de la loi. Et l'on ne saurait confondre l'intérêt public avec celui de la presse parfois friande de scandales.

Jean-François Cavin

Initiative contre le F-35 : un prétexte pour nuire à notre armée

Le 16 février, le Conseil fédéral publiait le message 2022 sur l'armée. Cette année, ce texte a pour principal objet de demander au Parlement son accord pour les crédits nécessaires à l'achat de 36 avions de combat F-35. Rappelons que la décision de renouveler la composante aérienne de notre armée a été soumise au peuple le 27 septembre 2020. L'objet a de justesse été accepté, à 8000 voix près environ. Le GSsA s'est prévalu de ce score serré pour lancer une initiative le 31 août dernier, dirigée explicitement contre le type d'appareil sélectionné par le Conseil fédéral. Il a pour appui le parti socialiste et les Verts. Ne nous y trompons pas, le but est de torpiller le processus d'achat et de priver la Suisse de son armée de l'air. Il faut dire aussi que la gauche saisit l'occasion d'une large médiatisation des problèmes de jeunesse du programme F-35 pour se donner un peu plus d'assurance.

Au vu des événements des deux dernières semaines, Viola Amherd a enjoint à l'alliance de gauche anti-armée – le F-35 n'étant qu'un prétexte pour détruire un peu plus notre armée – de retirer son initiative contre l'avion. De manière peu surprenante, l'alliance a refusé.

Entre autres arguments, le GSsA prétend tirer les leçons de la guerre en Ukraine en avançant qu'une défense aérienne ne sert à rien, car elle serait détruite dans les premières heures d'une invasion par des missiles de croisière. Cela revient à dire qu'il ne vaut pas la peine de préparer notre défense, car on ne peut rien contre les Goliaths de ce monde.

Mais pourquoi ne pas appliquer le même raisonnement au domaine cyber tant choyé par la gauche? Les USA, la Chine ou encore la Russie ont chacun des milliers de spécialistes en informatique travaillant pour l'armée. La Suisse, même en accordant quelques milliards

au domaine cyber, ne les égalera jamais. Alors, tant qu'à faire, autant ne pas essayer de se défendre contre les attaques informatiques!

Il n'y a pas de meilleur moyen de perdre un combat que de renoncer à le mener. Avec cette logique, on ne se prévaut d'aucune menace et on renonce complètement à se battre, acceptant la soumission sans protestation aux désirs du plus fort. S'assurer de manière définitive et absolue contre la menace aérienne est impossible. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut renoncer à défendre notre espace aérien. Au contraire, il faut réfléchir aux moyens nécessaires à la mise en place d'un plan de défense aérienne réaliste, cela signifiant deux choses, d'une part qu'il soit techniquement et financièrement réalisable, mais surtout qu'il soit stratégiquement et tactiquement sensé.

En soit, l'argument du GSsA suggère une question qui a du sens, celle de savoir pendant combien de temps nos avions doivent pouvoir assurer leurs missions à partir du moment où la Suisse serait frontalement attaquée. Pendant la Guerre froide, l'idée était que notre armée de l'air assure la sécurité du ciel pendant le temps que les hommes mobilisés gagnent leurs positions. Aujourd'hui, il s'agit d'adapter la doctrine d'engagement des forces aériennes en fonction de ce qu'on observe dans les conflits dans le monde. En Suisse, nous avons de très nombreuses pistes d'atterrissage, assez longues pour faire décoller et atterrir des avions à réaction. Pour des questions de coût, elles ont été délaissées par l'armée, au profit des seuls aérodromes de Emmen et de Payerne. Si l'on craint que nos avions soient tous détruits, ainsi que les pistes de décollage, dans les premières heures d'une attaque, alors on pourrait suggérer de remettre en cause l'abandon de ces aérodromes périphériques. On pourrait les préparer à accueillir les nouveaux avions de

combat, qui pourraient ainsi se disperser sur le territoire en cas de menace imminente.

Cela augmenterait le nombre de missiles de croisière nécessaires à notre anéantissement. Si la guerre en Ukraine nous apprend déjà quelque chose, c'est que les forces de l'envahisseur ne sont pas infinies. L'idée serait de maximiser le nombre de missiles de croisière et autres munitions de précision nécessaires à la destruction des infrastructures critiques de la Suisse, et plus particulièrement de ses aérodromes militaires.

Malgré la puissante attaque initiale de la nuit du 23 au 24 février, les Ukrainiens sont vraisemblablement parvenus à garder quelques capacités anti-aériennes intactes. Depuis lors, d'après les informations qui circulent sur les réseaux sociaux, l'armée russe compte par dizaines ses pertes d'aéronefs. En outre, la tentative en cours de l'Union Européenne de fournir à l'Ukraine des avions de combat montre que la composante aérienne est tenue en haute estime. Cette opération paraît difficile, car il faudra convaincre les pays membres qui ont encore des avions d'origine soviétique du même type que l'Ukraine, soit la Pologne, la Bulgarie ou la Slovaquie, de céder quelques-uns de leurs avions de combat. Cependant, elle serait totalement impossible si l'Ukraine ne disposait pas actuellement de pilotes de chasse, préalablement formés et entraînés dans l'armée de l'air ukrainienne.

Mentionnons que la Suède, en cas d'attaque, mise particulièrement sur la dispersion de ses avions de combat sur tout son territoire. L'injustement décrié Gripen a été conçu pour pouvoir opérer à partir de pistes improvisées telles que des portions de routes. Un camion semi-remorque suffit à contenir tout le matériel nécessaire au maintien en conditions de combat de l'appareil.

Ainsi, plutôt que de prétendre que des avions de combat ne servent à rien à cause de leur vulnérabilité, il faudrait exiger du Conseil fédéral qu'il réfléchisse à de telles stratégies, tout en lui octroyant les moyens financiers de les mettre en place. Pour une fois que nous approuvons pleinement que l'on prenne exemple sur les pays nordiques!

Ces dernières décennies, la tendance dans les pays d'Europe de l'Ouest a été d'adapter les stratégies de défense et les moyens alloués aux armées à l'argent que les politiques et financiers voulaient bien octroyer à cela. L'illusion a été entretenue que l'économie mondialisée avait définitivement relégué à l'histoire les guerres territoriales. En outre, et en particulier en Allemagne, en Belgique, en Italie mais aussi en Suisse, on a cru que les Américains, au travers de l'OTAN, seraient là pour nous défendre si nécessaire. Les événements de ces deux dernières semaines montrent qu'il est urgent de tordre durablement le cou à cette rhétorique usée par la gauche depuis maintenant des décennies qui veut faire croire que les dépenses militaires ne sont qu'un luxe inutile. Nous leur proposons d'aller faire cette propagande en Ukraine.

Quant au choix du F-35, nous aurons l'occasion d'y revenir, étant donné que l'initiative contre l'armée du GSsA, déguisée en initiative contre le F-35, va très probablement aboutir. L'enjeu est crucial pour notre pays. Ce sera cet avion ou rien du tout. Nous sommes convaincus que là est le véritable objectif des initiants. Au fond, la question du type d'appareil et de son coût n'est pas si importante. C'est un leurre de la gauche. Ce qui importe le plus, c'est d'avoir une armée capable de défendre notre territoire. Cela a un prix, mais ne lésinons pas là-dessus. C'est une question de survie pour notre Confédération, les événements actuels sont là pour le rappeler.

Jean-François Pasche

Publicité : jusqu'où irons-nous ?

Se reposant sur une kyrielle de rapports, décisions, recommandations, guides, programmes-cadres, lignes directrices... bref sur les intarissables déjections qui résultent de l'important travail bureaucratique accompli entre Bruxelles et Strasbourg, la «Commission spéciale sur la lutte contre le cancer» du Parlement européen présentait au début du mois de février un Rapport proposant au dit Parlement des résolutions à prendre en vue d'établir une «stratégie globale et coordonnée» de lutte contre le cancer¹.

Parmi les quelque cent nonante-six propositions faites, outre celles visant la promotion de la recherche, l'accès au dépistage, l'amélioration du système de santé (qui n'occupe qu'une part minime du rapport), en somme visant les services que l'Etat offre à sa population, on trouve quelques autres propositions pour le moins préoccupantes. La Commission propose ainsi notamment d'élargir l'interdiction de fumer aux espaces extérieurs²—lesquels? tous? ne pourra-t-on fumer que caché chez soi à rideaux tirés?—ainsi que de déterminer quels arômes de

cigarette électronique sont «attirants pour les mineurs» et devraient dès lors être interdits³.

La Commission s'attaque également à l'alcool, et pire encore, au vin : il est en effet proposé⁴ de défigurer nos bouteilles en leur ajoutant des étiquettes portant des avertissements sanitaires, et en forçant «l'étiquetage numérique» afin que chacun sache exactement combien de calories ses trois décis lui apporteront. Dans la suite de la décision regrettable que vient de prendre le peuple suisse, la Commission propose encore d'interdire la publicité pour l'alcool, lorsqu'elle vise les mineurs (qui dans certains pays ont pourtant le droit de boire), ou encore lorsqu'elle «encourage la consommation d'alcool». Pareille bêtise ne pouvait sortir que de la bouche d'un eurodéputé... En outre, il faudrait encore interdire toute forme de sponsoring sportif par des marques d'alcool.

On constate que l'argument de la pente savonneuse n'a plus sa place parmi les sophismes, puisque le camp du Bien en a fait son *modus operandi*. Ainsi, alors que les opposants à l'interdiction de la publicité du tabac affichaient

leur slogan «aujourd'hui le tabac, demain le cervelas?», les jeunes verts ont demandé l'interdiction de toute forme de publicité, à peine les urnes closes, par un communiqué intitulé «et maintenant le cervelas». De même, la page Wikipedia pourtant brève sur ledit argument cite ceci comme exemple : «[S]i nous acceptons le paquet de cigarettes neutre, dans six mois on vous proposera la bouteille de vin neutre, et c'en sera fini de nos appellations, et c'en sera fini de nos terroirs, et c'en sera fini de la défense de notre savoir-faire.» Ce constat semble être partagé par *Le Temps*, qui publiait à la veille du scrutin un article intitulé «Une étiquette “le vin nuit à votre santé” est à l'étude au Parlement européen», avec pour illustration une photo de l'affiche de campagne «aujourd'hui le tabac, demain le vin?»

C'est ainsi que se met en place, dans l'UE et chez nous, un nouvel hygiénisme. Sous prétexte de protéger les jeunes, l'Etat décidera quels arômes de cigarette électronique pourront être vendus aux adultes; sous prétexte de lutter contre le cancer, l'Etat interdira toute publicité pour les produits alcoolisés qui

représentent un pan important de notre culture. L'honnête citoyen n'a plus le droit de se saouler après une dure journée de labeur, c'est l'Etat qui le saoule à longueur de journée.

Benoit de Mestral

¹ Rapport de la Commission spéciale sur la lutte contre le cancer du 2 février 2022, sur le renforcement de l'Europe dans la lutte contre le cancer – vers une stratégie globale et coordonnée (2020/2267(INI)).

² Rapport, pt. 14.

³ Rapport, pt. 12.

⁴ Rapport, pt. 16.

La Nation

Rédaction
Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

courrier@ligue-vaudoise.ch
www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

La régression woke

Le mouvement *woke* s'inscrit dans le droit fil des combats pour l'égalité. Son apport original est de focaliser tous ces combats sur un seul et unique ennemi, le mâle blanc occidental. Celui-ci, pour assurer sa domination sur le monde, a inventé le patriarcat, les hiérarchies sociales, la censure morale, la normalité hétérosexuelle, l'exploitation de la classe ouvrière, le racisme, le colonialisme et la militarisation des rapports interétatiques. Il a si bien intégré ces discriminations dans son quotidien qu'il n'en est même plus conscient. Cette inconscience ne rend toutefois pas ses mains moins sales. Est-il seulement récupérable?

Il faut déconstruire le système occidental, ses structures et son histoire, les distinctions entre l'homme et la femme, entre le mariage et le concubinat, entre les différentes orientations sexuelles, entre le bourgeois capitaliste et le prolétaire, entre le national et l'étranger. Il faut épurer la langue, la débarrasser des stéréotypes inégalitaires qui l'encombrent, y compris dans les chefs-d'œuvre de la littérature, qui renforcent ces stéréotypes en leur fournissant une justification esthétique. Il faut rejeter la pensée blanche et sa logique du tiers exclu au profit de pensées plus inclusives. Il faut libérer l'individu des «constructions sociales» qui restreignent ses libertés et refuser le *diktat* de la biologie qui lui «assigne» souverainement son genre.

Pour le *woke*, le racisme et le sexisme sont «systémiques». Autrement dit,

l'individu lambda blanc, même si ses paroles et ses actes ne manifestent ni racisme ni sexisme, est structurellement en puissance de racisme et de sexisme. Cette tare «systémique» est un décalque du péché originel, doctrine selon laquelle l'homme présente, dès avant sa naissance, une disposition innée à faire le mal. La différence est que le péché originel s'étend à l'ensemble de l'humanité, tandis que le péché systémique est réservé aux seuls hommes blancs.

La théorie systémique, à l'instar du marxisme, définit la totalité des relations humaines en termes de domination et de lutte. Il n'y a pas de détails dans cette lutte: l'imitation d'un accent ou d'un handicap, un grimage en rouge, jaune ou noir, le refus de démolir une statue militaire, une plaisanterie incorrecte, une invite insistante, un simple regard doivent être dénoncés comme agressions ou, au moins, comme «micro-agressions». Impossible de réfuter l'accusation, puisqu'elle ne repose pas sur une démonstration, mais sur le ressenti personnel de la victime, seule juge de la gravité de l'offense!

Dans la foulée, les réseaux sociaux s'indignent. Cette indignation complaisante est en général grotesquement surjouée. «Voyons-y, dira le *woke* de base, une manifestation de la sensibilité et de la perspicacité de l'indigné, d'autant plus subtiles que l'objet en est plus insignifiant!»

Les mouvances woke s'affrontent dans une infinité de divergences et de contradictions.

Les diverses mouvances *woke* n'ont d'unité que dans leur commune volonté de déconstruire ce qui existe. Pour le reste, elles s'affrontent dans une infinité de divergences et de contradictions. Car, qui est le plus victime? qui a le plus droit aux excuses des bourreaux et aux dédommagements?

Et qui doit-on dénoncer auprès de qui? Un inverti islamophobe est-il plus pilorisable qu'un musulman homophobe? ou un macho juif qu'une féministe antisémite? Que penser du «trans» qui a conservé sa force masculine après sa transition et en profite pour écraser les femmes dans les compétitions sportives?

Ou du gros barbu qui se ressent femme et veut fêter la «Journée mondiale des toilettes» du 19 novembre en s'installant dans les cabinets des dames? Le mâle qui veut devenir femme par le biais d'opérations chirurgicales douloureuses et risquées, ne conforte-t-il pas la croyance qu'il existe une différence objective entre les hommes et les femmes? A moins qu'il ne s'impose ces souffrances que par crainte d'assumer son homosexualité. Quoi qu'on réponde, et si *woke* qu'on soit, on est forcément le traître ou le salaud de quelque autre *woke*.

«Le pur trouve toujours un plus pur qui l'épure.» Simone de Beauvoir, auteur du *Deuxième sexe*, féministe engagée, n'est plus aujourd'hui qu'une binaire primaire honnie par les *queer*.

Les féministes différentielles (celles qui promeuvent les qualités spécifiques des femmes) et les féministes universalistes (qui nient toute spécificité relative au sexe) se détestent les unes les autres. Martin Luther King, qui rêvait d'une Amérique où les Noirs et les Blancs réconciliés vivraient sur pied d'égalité, niait l'existence du racisme systémique blanc, ce qui, aux yeux des *wokes*, en fait un collabo. Julius Malema, le *leader* d'extrême-gauche sud-africain, considère Nelson Mandela comme un traître qui a préféré la réconciliation à la justice.

Toute communauté *woke* tend asymptotiquement à se pulvériser en sous-communautés constituées chacune d'un seul individu, persécuté et accusateur, ce que symbolise l'évolution de la liste «LGBT», aujourd'hui «LGBTQQIP2SAA», en attendant plus.

L'idée sous-jacente du *wokisme* est que la civilisation occidentale doit être éradiquée pour que l'homme renoue avec son humanité originelle. C'est dans cette perspective morale que le *woke* dénonce, accuse, proscribit, persécute, censure et déboulonne. En réalité, l'ensemble et le détail de ses actions débouchent sur un ratage absolu. Le *wokisme* remplace les structures différenciées et complexes de la société par des structures claniques tout aussi fermées et hiérarchisées, primitives, violentes, irrationnelles et soumises au droit du plus fort, du plus rusé, du plus cynique.

Olivier Delacrétaz

Un dimanche comme les autres

S'il existe dans dix ans un sociologue désireux de connaître l'état d'esprit des Romands en 2022, il consultera sur sa base de données *Le Matin Dimanche* du 27 février.

L'idéologie *techno-libérale* (dans sa version romande), dont nous parlons parfois trop abstraitement, s'y affiche dans sa pureté: morale envahissante, valeurs sacralisées, manichéisme, soumission aux nouvelles technologies et aux chercheurs (il faut écouter les scientifiques), hygiénisme, sentimentalité et angoisse de ne pas exhiber assez une sensibilité vertueuse. Tous les mots qu'il faut dire et les images devant lesquelles on doit s'émouvoir y figurent. Le narratif fonctionne.

Poutine le fou a donc remplacé le covid, en attendant un méchant sursaut du réchauffement climatique et la lecture en chaire du rapport du GIEC.

Le mal et les méchants sont identifiés, à moins de 1800 km de chez nous, à quelques heures d'avion. Il faut rejoindre le camp des gentils à la hâte et oublier la neutralité, cette stratégie de lâches. Le patriotisme confédéral doit s'effacer, nous sommes tous Ukrainiens. Notre misérable besoin d'enracinement se transplante à l'Est. Un symbole est trouvé en urgence: le petit Mikhailo, un nounours dans les mains. Bientôt nous aurons les bougies, les applaudissements aux balcons, le son des cloches. Sur la couverture de *Paris Match*, au présentoir du kiosque où nous nous procurons le journal dominical, paraît une Ukrainienne en tenue d'assaut; une mèche blonde sort de son bonnet: à chaque révolution, à chaque guerre, sa jolie fille dans les magazines! Le patriarcat poutinien et ses Tchétchènes n'ont qu'à bien

se tenir. *Poutine a franchi la ligne rouge, les bombes sifflent à nos oreilles, une nouvelle bouffée anxigène nous saisit face à un génie du mal qui compte sur notre sidération.* Des détails glaçants refont surface. Chez Poutine tout est glaçant. Ce n'est pas une personne inspirante comme nos championnes de ski, dont l'une vient de récupérer sa médaille de bronze.

Les psychologues sont appelés en première ligne. Les enfants genevois ont aussi participé aux manifestations. *Elle viendra chez nous la guerre?* demande un enfant. Philip Jaffé, psy de service, recommande aux parents de ne pas révéler leur propre peur au risque de démultiplier l'angoisse de leur progéniture. A sa fille qui craint que *Poutine n'envahisse la Suisse*, une maman trouve l'occasion d'expliquer ce qu'est le nationalisme radical. Et attention aux réseaux sociaux: il faut préparer les petits au numérique, au cyber harcèlement, aux atteintes à la santé, à la pédocriminalité. Les réseaux favorisent la non-conflictualité par la communication, mais les méchants s'y terrent.

Selon Nicole Lamon, *la Suisse est terriblement décalée depuis trois jours. Elle est si peu partie de l'Europe.* Elle ne doit pas se satisfaire du rôle de spectatrice méfiante, à l'heure où les valeurs démocratiques et le sentiment d'union sacrée s'élèvent dans un continent à l'indéfectible détermination.

Les valeurs démocratiques, c'est beau, mais il faut aussi des sous, même si une culture d'entreprise toxique plombe le *Crédit Suisse*. Ce n'est pas grave, car de plus en plus de Romands se pressent aux réunions d'informations sur le bitcoin. *Le bitcoin, ça les concerne. On peut faire fortune. On entrevoit un potentiel. Twint est ringardisé, un simple paiement par QR*

code lié à Lightning, par exemple, greffé sur bitcoin, est tout aussi rapide, mondial, et surtout sans prélèvement de frais.

Les footballeurs sont-ils payés en bitcoins? Eux aussi doivent écouter les scientifiques. Grâce à une alimentation étudiée, une récupération et un sommeil calculés, le football, encore trop ludique (la passion du jeu a dévoré la performance) va entrer dans le XXI^e siècle. Il faut plus de travail. Un centre de formation moderne ne tolérerait pas un Maradona qui ne se fiait qu'à son pied gauche (magique) sans consentir (glaçant) à travailler son droit. Même un entraîneur de cinquième ligue ne doit plus rester coincé dans une vision romantique. *La modernité, c'est la nutrition, le technico-tactique, les statistiques avancées, les outils technologiques, le GPS sous les maillots des joueurs, les neurosciences.* Certains clubs ont acquis un *Footbotnaut* à 3,5 millions pour mécaniser efficacement l'entraînement. On

a besoin d'un analyste de données pour faire tourner les algorithmes.

L'art et la mode refont aussi le monde. En ces domaines comme partout, c'est l'heure des femmes, pas celle de Poutine ou de Xi. *On assiste à une avancée spectaculaire de la culture, les créatrices sont plus nombreuses. Le Museum of Modern Art de New York (Moma) inclut plus de femmes et d'artistes de couleur. Ça embraille un peu partout. Ces gestes volontaristes provoquent un changement de fond.*

Le dimanche 27 février, nous apprenons aussi que le philosophe anglais John Stuart Mill revient à la mode. Libéral utopiste, il avait une pensée visionnaire, s'intéressant entre autres à l'affectivité et la cause féministe.

Joël Dicker publie un nouveau livre.

Il y a une page entière sur un pigeon nommé *Pupuce*.

Un article nous enjoint d'*user et d'abuser des plantes aromatiques.*

C'est compris, Vladimir?

Jacques Perrin

“

Vous les avez élus pour sauver la planète, vous aurez des toilettes unisexes. Que sont devenus ces Verts qui promettaient le sursaut écologique? Deux ans après leur tsunami et leurs dix-sept sièges gagnés au National, on les entend sur tout, mais surtout sur n'importe quoi.

Supprimer les Madame et les Monsieur des formulaires de l'administration. Tout un programme. Distribuer des serviettes hygiéniques dans les

écoles. Un «changement de paradigme de société». La grande réforme de la législature? Parsemer les affiches électorales de «-x-e-s» à la fin des mots. Et de la prévention à qui mieux-mieux, jusqu'à la nausée. Déboulonner des statues. Colorier les plaques des rues en mauve. Imposer le train de nuit pour les commissions parlementaires en Europe. Super.

Philippe Nantermod,
Blick, 3 février 2022

”

Agriculture et écologie, concurrents ou alliés ?

Les Cahiers de la Renaissance vaudoise inaugureront dans *La Nation* du 25 février dernier leur nouvelle collection «Pagus, de la Terre au Pays», afin d'apporter un nouvel éclairage politique à l'écologie, loin du bruit de fond émotionnel et idéologique actuel. Le pays de Vaud est remis au centre du débat.

Loïc Bardet, ingénieur agronome EPFZ et directeur de l'Association des groupements et organisations romands de l'agriculture, nous propose le deuxième volume de ladite collection sous la forme d'une réflexion sur le tiraillement permanent de l'agriculture entre productivité, écologie, et social.

«Agriculture et écologie, concurrents ou alliés» met en exergue le caractère souvent contradictoire d'objectifs pourtant tous justifiés fixés aux agriculteurs suisses par le cadre légal et les attentes des consommateurs. La Confédération attend en premier lieu de ses agriculteurs qu'ils produisent suffisamment pour subvenir,

au moins en partie, aux besoins de la population, tant en terme de quantité que de qualité. Pourtant, il va de soi que le maintien de la productivité



P agus de la terre au pays CRV

Informations et commandes :
www.les-cahiers.ch/pagus

passer par une préservation des ressources. Victime et responsable de la transformation des sols, de l'air, et de la biodiversité, l'agriculteur d'aujourd'hui est au centre des préoccupations écologiques. Finalement, avec 500 000 hectares cultivés, l'agriculture est de loin l'activité économique la plus tangible sur notre territoire. Elle a donc un impact non négligeable sur les paysages et le patrimoine visible de nos régions.

A la croisée de plusieurs politiques publiques, l'agriculture du XXI^e siècle est remarquable par une grande complexité technique et administrative qui ne saute pas aux yeux de prime abord. Loïc Bardet nous enjoint de ne pas réduire toutes les agricultures à un seul dénominateur commun bureaucratique ou à une logique commerciale. Il relève au contraire la grande diversité et la décentralisation

qui caractérisent les différentes réalités agricoles de Suisse. Il démontre l'importance d'une agriculture non pas sclérosée et bridée par le cadre légal mais au contraire innovante et consciente de ses responsabilités. De plus en plus déconnectés des réalités de l'arrière-pays, les citoyens consommateurs sont quant à eux essentiels pour favoriser une agriculture locale et familiale, des labels de qualité et, au final, une marge confortable au producteur-entrepreneur.

Alors, agriculteurs et écologistes, concurrents ou alliés? L'auteur ne prend pas parti, mais nous rappelle par cet opuscule l'influence du pays producteur pour la communauté et l'importance d'une agriculture durable tant économiquement que socialement. Il en va de bien plus que de l'avenir d'une branche économique.

Edouard Hediger

Les dimanches se suivent

6 mars 2022, nous ouvrons *Le Matin Dimanche* au café.

Pour sa rédactrice en chef, *le monde ne va pas si mal*.

L'Union européenne agit, unie, claire, se réancrant dans les idéaux qui l'avaient créée.

La Suède et la Finlande envisagent une adhésion à l'OTAN.

L'Allemagne sort de sa tradition pacifiste, elle veut livrer des armes à l'Ukraine, voire rendre le service militaire obligatoire.

Même les banques et les organisations sportives sanctionnent et expriment la solidarité.

Etre neutre, ce n'est pas prendre le camp (sic) de l'adversaire. La Suisse va sauver ses avions de combat.

Ces bouleversements marquent le siècle profondément. Quelques heures ont suffi pour changer le monde.

L'enthousiasme guerrier gagne les femmes. *Féminiser l'armée est la grande cause de Viola Amherd*. Les femmes sont plus motivées que jamais. Elles veulent entrer dans l'armée suisse pour briser la routine, s'en servir comme tremplin. *Pas d'égalité sans les mêmes devoirs!* Certaines déchantent cependant, humiliées

par les gradés mâles: *Tant qu'elle ne se mettra pas au goût du jour, l'armée ne sera pas prête à accueillir les femmes.*

L'armée russe est-elle au goût du jour?

Sur trois ou quatre pages, Ariane Dayer et Nicole Lamon présentent Nuria, Cesla et Rebecca, *trois femmes pour une mission*. On frémit. Arrêter Poutine? Non, juste faire barrage à la droite vaudoise.

Ariane en pince pour le *petit homme vert*, Zelensky. Elle nous dit (nous resserrons le propos) que *nous sommes suspendus à ce visage depuis dix jours. Une puissance et une efficacité bluffantes pour un ex-comédien sans passé politique. Il ne fuit pas, sang-froid, mots toujours clairs, dans le contrôle.*

Il nous tend un miroir. Il a amené lui-même sa chaise devant les journalistes. Il met un direct aux Occidentaux. Un style, une présence extrêmement physique qui nous placent en totale proximité, qui décuplent notre sentiment de solidarité avec les Ukrainiens. On le touche presque. Il nous regarde dans les yeux.

Si ce n'est pas de l'amour...

J. P.

Les faits et les croyances

Le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture a mis en consultation un projet de nouvelle loi sur l'enseignement privé. Nous exprimons à ce propos deux souhaits.

Le premier est que le législateur laisse la plus grande latitude aux écoles privées et aux familles pratiquant l'enseignement à domicile. Si ces modes d'enseignement sont choisis par des parents, c'est pour trouver un autre esprit et d'autres méthodes que dans l'école publique.

Le second concerne, par effet miroir, l'école publique elle-même. Car le projet impose à l'enseignement privé d'offrir un programme qui

développe la réflexion dans une logique de distance critique permettant d'identifier les faits établis ou notions communément admises, ainsi qu'à distinguer ces derniers des valeurs et des croyances de chacun. Ce langage fort savant vise sans doute à éviter que des écoles confessionnelles fondamentalistes présentent l'histoire de l'univers à leur manière, comme une vérité vraie. Mais on peut alors attendre de l'école officielle qu'elle distingue les faits et les croyances en matière d'égalité, de droits humains, de genres, de sens de l'histoire, de système politique, etc. D'accord?

J.-F. C.

Quand Siri rencontre Alexa

Siri et Alexa ne se sont jamais parlé. Se boudaient-ils? Pas vraiment. En fait, ils s'ignoraient mutuellement, se côtoyant sans se remarquer ni s'entendre.

Pourtant, entendre est leur principale mission: ils sont conçus pour cela et n'ont à peu près rien d'autre à faire. A longueur de journée, ils nous écoutent pour savoir si nous avons besoin d'eux. Mais comme l'intelligence artificielle et l'intelligence humaine en sont aujourd'hui au même niveau «bêta» (l'une en progression, l'autre en régression), ils ne sont jamais très sûrs de savoir si nous les appelons; ils enregistrent donc toutes nos conversations, par précaution, pour tenter d'y comprendre quelque chose et de déterminer si nous leur avons posé une question ou demandé un service. Si une incertitude persiste, ils envoient les enregistrements à un opérateur en Californie qui n'a jamais parlé autre chose qu'un sabir anglo-américain entrecoupé de miettes de *big-mac*, mais qui tentera néanmoins d'établir ce que doit faire un bon assistant vocal face à des *niolus qui pèdzent jusqu'à pas-d'heure*, à des *siclées de bouébes et de caïons*, ou à un *aguillage de chenit dans le cagnard*.

LE COIN DU RONCHON

Si ces intrusions dans votre vie privée vous inquiètent, vous avez la possibilité d'acheter, en plus de l'assistant vocal lui-même, un bracelet électronique émetteur d'ultrasons qui empêche votre assistant vocal de comprendre ce que vous dites. Et lorsque vous vous rendez compte que ce bracelet ne peut logiquement pas être désactivé par commande vocale, on vous vendra alors quelque *babiole supplémentaire* pour vous donner le sentiment d'avoir résolu le problème.

Cela dit, si Siri et Alexa se livrent ainsi à des facéties qui vous pourrissent vos journées, c'est certainement parce que leurs journées à eux sont un peu ennuyeuses.

Siri, nous le connaissons. C'est un assistant moderne, avec une identité

de genre fluide. Il suffit d'aller dans les réglages pour le définir comme «masculin» ou «féminin». On ne peut pas dire qu'il soit très malin et on peut facilement se moquer de lui en lui posant des questions qui le plongent dans un abîme de perplexité. Cela dit, mieux vaut un assistant qui avoue benoîtement ne pas comprendre la moitié des questions qu'on lui pose, plutôt qu'un politicien qui tient absolument à avoir un avis approximatif sur tout.

Alexa, nous ne la connaissons pas, mais c'est probablement le même genre – ou plutôt le même non-genre. On dit qu'elle enregistre une partie bien plus grande de tout ce que nous disons, ce qui tend à confirmer son orientation féminine.

Dans un proche avenir, heureusement, les journées de Siri et d'Alexa (et de leurs autres petits camarades) vont devenir moins monotones. Le monde de la domotique, c'est-à-dire de la gestion électronique intégrée de votre logement (un progrès fabuleux où vous ne pouvez plus fermer un store ou ouvrir une fenêtre sans la permission d'Alexa, et encore moins en cas de panne de courant), annonce une nouvelle norme technique qui permettra une interaction entre tous les modèles d'assistants vocaux et tous les types d'objets connectés, quels que soient leurs producteurs.

Pour les utilisateurs, cela signifie qu'il ne sera plus nécessaire de posséder trois ou quatre applications différentes: une seule suffira pour commander votre chaîne stéréo, vos lampes, votre frigo ou votre chauffage – ou pour ne plus rien commander du tout lorsque l'application sera en panne.

Pour Siri et Alexa, cela signifie qu'ils pourront enfin se parler, se raconter leur vie ou leur journée, échanger leurs points de vue et leurs expériences. Ils iront ensemble se chercher des bières dans votre frigo, puis allumeront votre télévision pour se divertir devant un bon film. Leur vie deviendra beaucoup plus intéressante, ils cesseront de s'ennuyer et ne penseront plus à surveiller vos moindres paroles. Vous n'aurez plus le contrôle de votre appartement, mais vous aurez la paix.